

Rubriques — Rubrieken —	Montants (en francs) — Bedragen (in frank) —
2.12. Protection des animaux Dierenbescherming (Art. 1er, 12°, de l'arrêté royal — Art. 1, 12°, van het koninklijk besluit)	Pour mémoire Pro memorie
2.13. Initiatives de prestige national Initiatieven ten gunste van het nationaal prestige (Art. 1er, 13°, de l'arrêté royal — Art. 1, 13°, van het koninklijk besluit)	98 431 507
2.14. Activités sociales, familiales, humanitaires, patriotiques, scientifiques, culturelles ou sportives Sociale, familiale, menslievende, vaderlandslievende, wetenschappelijke, culturele of sportactiviteiten (Art. 1er, 14°, de l'arrêté royal — Art. 1, 14°, van het koninklijk besluit)	202 871 093
2.15. Accueil et intégration d'immigrés et réfugiés politiques reconnus Opvang en integratie van migranten en van erkende politieke vluchtelingen (Art. 1er, 15°, de l'arrêté royal — Art. 1, 15°, van het koninklijk besluit)	313 000 000
3.1. Croix-Rouge 1997 Rode Kruis 1997	46 576 250
4.1. Projet relatif à la sécurité Project inzake veiligheid	46 576 250
4.2. Projet « Accès à la Justice » Project « Toegang tot Justicie »	23 286 250
4.3. Conférence internationale de Bruxelles pour l'interdiction totale des mines anti-personnelles Internationale Conferentie van Brussel voor het totaal verbod op anti-persoonmijnen	6 000 000
4.4. Fonction publique (campagne d'information) Ambtenarenzaken (informatiecampagne)	6 000 000
5.1. Euro 2000	75 000 000
	7 200 000 000

**Art. 2.** Le plan de répartition visé à l'article 1er sera ajusté après la clôture de l'exercice 1997 de la Loterie nationale.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,  
Ph. MAYSTADT

**Art. 2.** Het verdelingsplan bedoeld in artikel 1 zal worden aangepast na de afsluiting van het dienstjaar 1997 van de Nationale Loterij.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,  
Ph. MAYSTADT

F. 97 — 1750

[C — 97/3438]

**19 AOÛT 1997.** — Arrêté royal modifiant la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, pris en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 6° et 7°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté vise à modifier la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé.

N. 97 — 1750

[C — 97/3438]

**19 AUGUSTUS 1997.** — Koninklijk besluit tot wijziging van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, genomen in toepassing van artikel 3, § 1, 6° en 7°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België tot de Europese Economische en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het U ter ondertekening voorgelegde koninklijk besluit beoogt de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen te wijzigen.

Les modifications proposées se situent partiellement dans le prolongement de la mission dont la Société fédérale de Participations a été chargée par arrêté royal du 18 juillet 1997 de céder 24,7 p.c. maximum des actions qu'elles détient dans les sociétés Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque et Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances (I).

Pour partie, il s'agit de modifications de nature générale, qui peuvent toutefois également avoir leur importance dans le cadre de la mission susmentionnée (II).

I. Pour rappel, les articles 22 et 27 de la loi coordonnée prévoient que la participation détenue par la Société fédérale de Participations dans l'ensemble constitué par la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque et la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances s'élève à 49,9 p.c. avant cession à des tiers, cette participation pouvant retomber à 40 p.c. par voie de cession privée et à 25,1 p.c. par voie d'offre publique de vente, de vente en bourse ou de cession de titres au personnel de la société ou de ses filiales.

Il résulte de la concertation avec le groupe Fortis quant aux modalités de la cession de la participation de la Société fédérale de Participations que si la cession doit se faire, le cas échéant par introduction en bourse, il faut pouvoir envisager la filialisation préalable de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances par rapport à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque.

Cela permet en effet de réaliser les cessions et introductions en bourse éventuelles uniquement au niveau de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque, dont le capital aura préalablement été augmenté pour refléter l'apport de la quasi-totalité des actions de la CGER-Assurances. Ainsi, la procédure de vente ne concerne plus qu'un seul titre et, si l'introduction en bourse a effectivement lieu en tout ou en partie, le public devient actionnaire d'une seule société regroupant l'ensemble des activités de banque et d'assurance du groupe.

Le projet qui est soumis à Votre signature veille à garantir que cette filialisation préalable ne modifie pas les équilibres existants dans la mesure où elle suppose l'apport à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque de la participation détenue tant par Fortis que par la Société fédérale de Participations dans la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances. Aussi prévoit-il que les droits de vote attachés à la participation détenue par la Société fédérale de Participations dans la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances après l'apport ne peuvent jamais être inférieur à 25,1 p.c. des droits de vote attachés à l'ensemble des titres représentatifs ou non du capital de la société.

Le projet vise dès lors à consolider la protection de l'actionnaire minoritaire au niveau des deux sociétés, telle qu'elle était prévue par les articles 22 et 27 actuels de la loi coordonnée.

Enfin, le projet prévoit que la participation de la S.A. Société fédérale de Participations dans les deux sociétés ou, après filialisation, dans la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque, ne peut être diluée que par une augmentation de capital effectuée sous le bénéfice du droit de souscription préférentielle.

II. La seconde catégorie de modifications vise à autoriser la S.A. Société fédérale de Participations de faire application d'un certain nombre de techniques financières qui doivent lui permettre de monnayer les droits financiers attachés aux participations qu'elle détient, sans pour autant céder le contrôle et les droits d'associé attachés à ces mêmes participations.

Le présent arrêté est pris en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 6° et 7° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. D'une part, il rend en effet possible une importante opération de cession d'actifs, qui permettra de réduire le niveau de la dette de l'Etat fédéral. D'autre part, il permet d'améliorer le fonctionnement et la gestion financière de la S.A. Société fédérale de Participations.

Dans son avis du 5 août 1997, le Conseil d'Etat fait état de ce que l'inspecteur des finances remarque dans sa note du 25 juillet 1997 au Ministre des Finances, qu'étant donné l'urgence, il n'a pas été en mesure d'examiner le projet quant au fond. Le Conseil d'Etat en conclut que l'on ne peut considérer que l'inspecteur des finances a pu exercer la mission d'avis que lui donne l'article 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Cet avis appelle les observations suivantes.

De voorgestelde wijzigingen situeren zich deels in het verlengde van de opdracht waarmee de Federale Participatiemaatschappij werd gelast bij koninklijk besluit van 18 juli 1997, om maximaal 24,7 pct. van de aandelen die zij bezit in de vennootschappen Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank en Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen over te dragen (I).

Deels gaat het om wijzigingen van algemene aard, die echter eveneens van belang kunnen zijn in het kader van hiervoren vermelde opdracht (II).

I. De artikelen 22 en 27 van de gecoördineerde wet voorzien dat de deelneming van de Federale Participatiemaatschappij in het geheel gevormd door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen 49,9 pct. zal bedragen vóór overdracht aan derden, en dat deze deelneming tot 40 pct. kan dalen door middel van een private overdracht en tot 25,1 pct. door middel van een openbaar bod tot verkoop, verkoop ter beurs of overdracht van effecten aan het personeel van de vennootschap of van haar dochters.

Uit het overleg met de groep Fortis wat betreft de modaliteiten van de overdracht van de deelneming van de Federale Participatiemaatschappij blijkt dat, teneinde de voorgenomen overdracht in de best mogelijke voorwaarden te verwezenlijken en onder meer, in voorkomend geval, door een beursintroductie, het noodzakelijk is om voorafgaandelijk de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen om te vormen tot dochter van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank, door middel van een inbreng van de quasi-totaliteit van de aandelen van eerstgenoemde in laatstgenoemde.

Dit zal het mogelijk maken de voorgenomen overdrachten en eventuele beursintroducties enkel op het niveau van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank te verwezenlijken, waarvan het kapitaal voorafgaandelijk zal verhoogd zijn om de inbreng weer te geven van de quasi-totaliteit van de aandelen van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen. Aldus zal de verkoopprocedure slechts één enkel effect betreffen, en indien de beursintroductie effectief geheel of gedeeltelijk plaats heeft, zal het publiek aandeelhouder worden van één enkele vennootschap die het geheel van bank- en verzekeringsactiviteiten van de groep zal groeperen.

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd streeft ernaar te waarborgen dat deze voorafgaandelijke filialisering de bestaande evenwichten niet wijzigt, in de mate het uitgaat van een inbreng in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank van de deelneming die zowel Fortis als de Federale Participatiemaatschappij bezitten in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen. Het besluit voorziet tevens dat de stemrechten verbonden aan de aandelen van de Federale Participatiemaatschappij in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen na de inbreng nooit minder mogen zijn dan 25,1 p.c. van de stemrechten verbonden aan de al dan niet kapitaalvertegenwoordigende effecten uitgegeven door de vennootschap.

Het ontwerpbesluit beoogt derhalve de bescherming van de minderheidsaandeelhouder, zoals voorzien door de huidige artikelen 22 en 27 van de gecoördineerde wet, op het niveau van beide vennootschappen te consolideren.

Tenslotte voorziet het ontwerpbesluit dat de deelneming van de Federale Participatiemaatschappij in de beide vennootschappen, of, na filialisering, in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank, slechts verwaterd kan worden door een kapitaalverhoging met voorkeurrecht.

II. De tweede categorie wijzigingen strekt ertoe het de N.V. Federale Participatiemaatschappij mogelijk te maken een aantal financiële technieken toe te passen, die haar toelaten de financiële rechten op de deelnemingen die zij aanhoudt te verzilveren, zonder daarom afstand te doen van de controle en zeggenschap verbonden aan deze deelnemingen.

Dit besluit wordt genomen op basis van artikel 3, § 1, 6° en 7° van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. Enerzijds maakt het inderdaad een belangrijke verrichting van overdracht van activa mogelijk, die zal toelaten het niveau van de schuldenlast van de Federale Staat te verlagen. Anderzijds laat het toe de werking en het financieel beheer van de N.V. Federale Participatiemaatschappij te verbeteren.

In zijn advies van 5 augustus 1997 merkt de Raad van State op dat de inspecteur van financiën in zijn nota van 25 juli 1997 aan de Minister van Financiën stelt dat hij wegens de hoogdringendheid niet in staat is geweest het ontwerpbesluit ten gronde te evalueren. Op grond daarvan besluit de Raad van State dat men ervan moet uitgaan dat de inspecteur van financiën niet de mogelijkheid heeft gehad de adviesbevoegdheid die artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 met betrekking tot de administratieve en begrotingscontrole hem verleent, uit te oefenen.

Dit advies roept volgende bemerkingen op.

D'une part, la doctrine, ainsi que la section administration du Conseil d'Etat considèrent que les règles prescrites par l'arrêté royal du 16 novembre 1994, tout comme celles prescrites par son prédécesseur du 5 octobre 1961, ne sont pas des formalités substantielles prescrites à peine de nullité, mais ne sont que des règles d'organisation interne (A. MAST, *Overzicht van het Belgisch administratief recht*, Kluwer, 1996, 744 et note 20; M. LEROY, *Contentieux administratif*, Bruxelles, Bruylant, 1996, 274). Il convient en outre de remarquer que jusqu'à ce jour, aucun arrêté n'a été pris sur base de l'article 46, troisième alinéa, de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, qui prescrirait la formalité susmentionnée à peine de nullité.

D'autre part, le projet a recueilli l'accord explicite, sans réserve aucune et sans renvoi à l'inspecteur des finances, du Ministre du Budget. Il appartient au Ministre du Budget de donner cet accord, même si l'inspecteur des finances a donné un avis négatif ou qu'il ne s'est pas estimé en mesure d'examiner un projet quant au fond.

Enfin, la mise en œuvre effective des mesures rendues possibles par le projet nécessite la prise d'arrêtés royaux ponctuels qui seront chacun soumis au contrôle budgétaire, de sorte que l'objectif de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 sera rencontré.

Pour ces motifs, nous estimons ne pas devoir tenir compte de la remarque du Conseil d'Etat.

#### Commentaire des articles

##### Articles 1<sup>er</sup> et 2

Ces dispositions visent à expliciter, pour le motif exposé dans la partie introductive du présent rapport, que la participation de la Société fédérale de Participations ne peut être diluée que par un apport en numéraire, et si la Société fédérale de Participations a eu l'occasion d'exercer son droit de souscription préférentielle.

##### Article 3

Cet article vise à permettre à la Société fédérale de Participations de réaliser l'apport décrit dans la partie introductive du présent rapport, simultanément à l'apport au capital de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque de la participation actuellement détenue par Fortis dans la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances. Seule la Société fédérale de Participations conserverait dans ce cas une participation distincte de 0,1 p.c. dans le capital de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances. Celle-ci ne serait donc pas absorbée par la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque, mais subsisterait en tant que société distincte. La participation résiduaire de la Société fédérale de Participations lui conférerait, en vertu de la nouvelle disposition de l'article 27 de la loi coordonnée dont question ci-après, des droits de vote égaux à celle de la participation minimum qu'elle devait détenir dans la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances en vertu du texte actuel de l'article 27 précité.

##### Article 4

Cet article maintiendrait en faveur de la Société fédérale de Participations le droit de vote minimum qui est actuellement prévu par la loi, nonobstant le fait que la Société fédérale de Participations aurait fait apport de la quasi-totalité de ses actions dans la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque. Ce résultat est obtenu en transformant le solde des actions qu'elle conserverait dans le capital de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances (0,1 p.c.) en une catégorie distincte d'actions disposant de droits de vote multiples, par dérogation à l'article 74bis, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Bien entendu ce régime dérogatoire ne subsisterait qu'aussi longtemps que la Société fédérale de Participations détiendra 25,1 p.c. des droits de vote dans la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque et dès lors une influence comparable dans la société faitière que celle que lui donne son droit de vote particulier dans la filiale. Les équilibres existants seraient ainsi totalement respectés sur une base consolidée.

##### Article 5

Cet article permet à la S.A. Société fédérale de Participations de faire usage de techniques financières modernes, après approbation par le Conseil des Ministres de leurs modalités.

Energijds beschouwd de rechtsleer alsmede de afdeling administratie van de Raad van State de regels voorgeschreven door het koninklijk besluit van 16 november 1994, zoals deze voorgeschreven door zijn voorganger van 5 oktober 1961, niet als op straffe van nietigheid voorgeschreven substantiële vormvereisten, maar enkel als regels van inwendige orde (A. MAST, *Overzicht van het Belgisch administratief recht*, Kluwer, 1996, 744 en noot 20; M. LEROY, *Contentieux administratif*, Brussel, Bruylant, 1996, 274). Bovendien moet worden opgemerkt dat op grond van artikel 46, derde lid, van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit tot op heden nog geen besluiten zijn genomen die de bedoelde formaliteit zouden voorschrijven op straffe van nietigheid.

Anderzijds heeft het ontwerp het voorwerp uitgemaakt van de uitdrukkelijke goedkeuring, zonder enig voorbehoud of wederverwijzing naar de inspecteur van financiën, van de Minister van Begroting. Het komt de Minister van Begroting toe deze akkoordverklaring te verlenen, ook al heeft de inspecteur van financiën negatief geadviseerd of heeft hij zich niet in staat geacht een ontwerp ten gronde te evalueren.

Tenslotte vergt de daadwerkelijke uitvoering van de maatregelen die het ontwerp mogelijk maakt, punctuele koninklijke besluiten, die op hun beurt aan de begrotingscontrole onderworpen zullen worden, zodat aan de doelstelling van het koninklijk besluit van 16 november 1994 tegemoet gekomen zal zijn.

Om deze redenen hebben wij gemeend geen rekening te moeten houden met de opmerking van de Raad van State.

#### Bespreking van de artikelen

##### Artikelen 1 en 2

Deze bepalingen beogen te verduidelijken dat de deelneming van de Federale Participatiemaatschappij om de redenen uiteengezet in het inleidend gedeelte van dit verslag, slechts verwaterd kan worden door een inbreng in speciën, en wanneer de Federale Participatiemaatschappij de kans gehad heeft haar voorkeurrecht uit te oefenen.

##### Artikel 3

Dit artikel beoogt de Federale Participatiemaatschappij toe te laten de in het inleidend gedeelte van dit verslag beschreven inbreng te verwezenlijken, gelijktijdig met de inbreng in het kapitaal van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank van de huidige deelneming van Fortis in het kapitaal van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen. Enkel de Federale Participatiemaatschappij zal een afzonderlijke deelneming van 0,1 pct. in het kapitaal van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen behouden. Deze laatste zal dus niet opgeslorpt worden door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank, doch zal blijven voortbestaan als afzonderlijke vennootschap. De resterende deelneming van de Federale Participatiemaatschappij zal haar, krachtens de nieuwe bepaling van artikel 27 van de gecoördineerde wet, waarvan sprake hierna, stemrechten verlenen, gelijk aan deze van de minimum deelneming die zij moest bezitten in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen krachtens de bestaande tekst van voornoemd artikel 27.

##### Artikel 4

Dit artikel behoudt voor de Federale Participatiemaatschappij het minimum stemrecht dat thans is voorzien in artikel 27 van de gecoördineerde wet, niettegenstaande het feit dat de Federale Participatiemaatschappij de quasi-totaliteit van haar aandelen Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen heeft ingebracht in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank. Dit resultaat wordt bereikt door het saldo van de aandelen die zij behoudt in het kapitaal van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen (0,1 pct.) om te vormen in een afzonderlijke categorie van aandelen die beschikken over een meervoudig stemrecht, in afwijking van artikel 74bis, § 2 van de vennootschapswet. Uiteraard zal dit van het gemeen recht afwijkende regime slechts blijven bestaan zolang de Federale Participatiemaatschappij 25,1 pct. van de stemrechten in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank bezit en derhalve een vergelijkbare invloed in de moedervennootschap als deze welke haar bijzonder stemrecht haar verleent in de dochtervennootschap. De bestaande evenwichten worden aldus op geconsolideerde basis volledig eerbiedigd.

##### Artikel 5

Dit artikel laat de N.V. Federale Participatiemaatschappij toe gebruik te maken van bepaalde financiële technieken na voorafgaande goedkeuring door de Ministerraad van de modaliteiten ervan.

Ces techniques doivent permettre la Société fédérale de Participations de monnayer les droits financiers attachés à ces participations, sans pour autant diluer le contrôle qui en découle.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Pour le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie  
et des Télécommunications, absent,  
Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

Pour le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances  
et du Commerce extérieur, absent,  
Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

Pour le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, absent,  
Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 29 juillet 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, pris en application de l'article 3, § 1er, 6° et 7°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne », a donné le 5 août 1997 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée à l'examen de l'accomplissement des formalités prescrites. Sur ce point, le projet appelle l'observation suivante :

Il ressort du dossier que l'inspecteur des finances n'a disposé que de très peu de temps — quelques heures — pour donner son avis sur l'arrêté en projet. Dans la note qu'il a adressée au Ministre, l'inspecteur des finances a écrit ce qui suit :

« Gelet op de hoogdringendheid waarbij de Inspectie van Financiën om haar advies verzocht wordt, verkeert de Inspectie van Financiën in de onmogelijkheid om ten gronde voorliggend ontwerp van K.B. te evalueren. »

Dans ces conditions, et spécialement compte tenu de l'importance des incidences budgétaires et financières de l'arrêté en projet, l'on ne peut considérer que l'inspecteur des finances a pu exercer la mission d'avis que lui donne l'article 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Le projet n'est donc pas en état d'être examiné par le Conseil d'Etat.

La chambre était composée de :

MM. :  
M. Leroy, conseiller d'Etat, président;  
J. Messinne, C. Wettinck, conseillers d'Etat;  
Mme M. Proost, greffier.

Le rapport a été rédigé par M. B. Jadot, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme F. Carlier, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen, président de chambre.

Le greffier,  
M. Proost.

Le président,  
M. Leroy.

Deze technieken moeten het de Federale Participatiemaatschappij mogelijk maken de financiële rechten verbonden aan haar deelnemingen te verzilveren, zonder daarom de controle verbonden aan deze deelnemingen over te dragen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

Voor de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie  
en Telecommunicatie, afwezig,  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

Voor de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën  
en Buitenlandse Handel, afwezig,  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

Voor de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, afwezig,  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 29 juli 1997 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, genomen met toepassing van artikel 3, § 1, 6° en 7°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie », heeft op 5 augustus 1997 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het onderzoek van de vraag of aan de vormvereisten is voldaan. Wat dat betreft, behoort bij het ontwerp de volgende opmerking te worden gemaakt :

Uit het dossier blijkt dat de inspecteur van financiën slechts over zeer weinig tijd — enkele uren — heeft beschikt om zijn advies te geven over het ontworpen besluit. In de nota die hij aan de Minister heeft gezonden, schrijft de inspecteur van financiën het volgende :

« Gelet op de hoogdringendheid waarbij de inspectie van financiën om haar advies verzocht wordt, verkeert de inspectie van financiën in de onmogelijkheid om ten gronde voorliggend ontwerp van K.B. te evalueren. »

Er kan dan ook niet van worden uitgegaan, vooral niet vanwege de grote budgettaire en financiële weerslag van het ontworpen besluit, dat de inspecteur van financiën zijn taak om een advies uit te brengen heeft kunnen vervullen, die hem wordt opgelegd bij artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

Het ontwerp is dus niet in zoverre gereed dat het door de Raad van State onderzocht kan worden.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :  
M. Leroy, staatsraad, voorzitter;  
J. Messinne, C. Wettinck, staatsraden;  
Mevr. M. Proost, griffier.

Het verslag werd opgesteld door de heer B. Jadot, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. F. Carlier, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen, kamervoorzitter.

De griffier,  
M. Proost.

De voorzitter,  
M. Leroy.

**19 AOÛT 1997. — Arrêté royal modifiant la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, pris en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé;

Vu la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 25 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 juillet 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 août 1997 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence, motivée par le fait que les dispositions du présent arrêté doivent être prises immédiatement en vue de réaliser dans les plus brefs délais la vente ultérieure des actions de la S.A. Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque et la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances dont la Société fédérale de Participations a été chargée par l'arrêté royal précité du 18 juillet 1997;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3bis, § 1<sup>er</sup>;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La troisième phrase de l'article 22, alinéa 2, de la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, est complétée comme suit : « sous le bénéfice du droit de souscription préférentielle ».

**Art. 2.** La troisième phrase de l'article 22, alinéa 2, de la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, est complétée comme suit : « sous le bénéfice du droit de souscription préférentielle ».

**Art. 3.** La S.A. Société fédérale de Participations peut souscrire à une augmentation de capital de la S.A. Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque en apportant à celle-ci la totalité des actions représentatives du capital qu'elle détient dans la S.A. Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances, sauf une quotité égale à 0,1 p.c. du capital de celle-ci, pour autant que cet apport se fasse simultanément avec l'apport à la S.A. Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque de toutes les autres actions représentatives du capital de la S.A. Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances.

Le principe et les conditions de l'apport par la S.A. Société fédérale de Participations visé à l'alinéa précédent sont préalablement approuvés par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

**Art. 4.** Lorsque l'apport visé à l'article 3 est réalisé, l'article 27, alinéa 2, de la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé est remplacé par l'alinéa suivant :

« Aussi longtemps que la S.A. Société fédérale de Participations détient au moins 25,1 p.c. des droits de vote attachés aux titres représentatifs ou non du capital, émis par la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque, la S.A. Société fédérale de Participations doit détenir au moins 0,1 p.c. des actions représentatives du capital de la

**19 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, genomen met toepassing van artikel 3, § 1, 6<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, inzonderheid op artikel 3, § 1, 6<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 25 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 25 juli 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 augustus 1997 in toepassing van artikel 84, lid 1, 2<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die haar oorsprong vindt in het feit dat de bepalingen van dit besluit onmiddellijk moeten genomen worden teneinde, binnen de kortste termijn, de latere verkoop te verwezenlijken van de aandelen in de N.V. Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank, waartoe de Federale Participatiemaatschappij werd belast bij voornoemd koninklijk besluit van 18 juli 1997;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3bis, § 1;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De derde zin van artikel 22, lid 2 van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen wordt aangevuld als volgt : « met voorkeurrecht ».

**Art. 2.** De derde zin van artikel 27, lid 2 van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen wordt aangevuld als volgt : « met voorkeurrecht ».

**Art. 3.** De N.V. Federale Participatiemaatschappij kan inschrijven op een kapitaalverhoging van de N.V. Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank door in deze laatste de totaliteit in te brengen van de kapitaal-aandelen die zij bezit in de N.V. Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen, behalve een gedeelte gelijk aan 0,1 pct. van het kapitaal van deze laatste, voor zover deze inbreng gelijktijdig geschiedt met de inbreng in de N.V. Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank van alle andere aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen van de N.V. Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen.

Het principe en de voorwaarden van de in het voorgaande lid bedoelde inbreng door de N.V. Federale Participatiemaatschappij worden voorafgaandelijk goedgekeurd door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

**Art. 4.** Wanneer de inbreng bedoeld in artikel 3 verwezenlijkt is, wordt artikel 27, tweede lid, van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen vervangen door het volgende lid :

« Zolang de N.V. Federale Participatiemaatschappij ten minste 25,1 pct. bezit van de stemrechten verbonden aan de effecten die al dan niet het kapitaal vertegenwoordigen en uitgegeven zijn door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank, moet de N.V. Federale Participatiemaatschappij 0,1 pct. van de aandelen in het kapitaal van de N.V.

S.A. Caisse générale d'Épargne et de Retraite-Assurances, qui constituent une catégorie distincte d'actions à laquelle sont attachés des droits de vote à concurrence d'au moins 25,1 p.c. des droits de vote attachés à l'ensemble des titres représentatifs ou non du capital, émis par la S.A. Caisse générale d'Épargne et de Retraite-Assurances. ».

**Art. 5.** Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi coordonnée :

« Article 5bis. § 1<sup>er</sup>. Aux conditions préalablement approuvées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, la S.A. Société fédérale de Participations peut :

1° émettre, par la voie d'une offre publique ou d'un placement privé, des parts bénéficiaires ou titres similaires non représentatifs de son capital, dont les dividendes sont liés aux produits financiers d'une ou plusieurs participations visées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et qui peuvent être assortis d'options d'achat sur ces participations;

2° constituer un usufruit sur tout ou partie de ces participations en faveur de toute personne physique ou morale, belge ou étrangère, pour autant que la S.A. Société fédérale de Participations conserve tous les droits de vote y afférents;

3° faire apport de tout ou partie de ces participations à une ou plusieurs filiales de droit public, constituées sous forme de société anonyme ou de société en commandite par actions, dont les actions ou autres titres peuvent être émis ou cédés à des tiers, pour autant que la S.A. Société fédérale de Participations détienne en tout temps au moins 75 p.c. des droits de vote, dans le cas d'une société anonyme, ou qu'elle soit en tout temps le seul associé gérant, dans le cas d'une société en commandite par actions.

§ 2. Les articles 15 à 17 s'appliquent par analogie aux filiales visées au § 1<sup>er</sup>, 3°. Pour l'application des dispositions de la présente loi coordonnée en matière de détention de participations minimales par la S.A. Société fédérale de Participations et des droits qui y sont associés, les titres détenus par ces filiales sont réputés être détenus par la S.A. Société fédérale de Participations. »

**Art. 6.** Les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5 et 6 du présent arrêté entrent en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

L'article 4 entre en vigueur à la date de la réalisation de l'apport visé à l'article 3.

**Art. 7.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et des Télécommunications, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 19 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Pour le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et des Télécommunications, absent,  
Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

Pour le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, absent,  
Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

Pour le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, absent,  
Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen bezitten, die een afzonderlijke categorie aandelen uitmaken, waaraan stemrechten zijn gehecht ten belope van ten minste 25,1 pct. van de stemrechten verbonden aan het geheel van de effecten die al dan niet het kapitaal vertegenwoordigen en uitgegeven zijn door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen. ».

**Art. 5.** Een artikel 5bis, dat luidt als volgt, wordt ingevoegd in dezelfde gecoördineerde wet :

« Artikel 5bis. § 1. Onder de voorwaarden voorafgaandelijk goedgekeurd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, kan de N.V. Federale Participatiemaatschappij :

1° bij wege van openbaar aanbod of private plaatsing, winstbewijzen of gelijkaardige effecten die niet haar kapitaal vertegenwoordigen, uitgeven, waarvan de dividenden gekoppeld zijn aan de financiële opbrengsten van een of meerdere deelnemingen bedoeld in artikel 5, lid 1, 1°, en waaraan aankoopopties op deze deelnemingen verbonden kunnen worden;

2° een recht van vruchtgebruik vestigen op het geheel of een deel van deze deelnemingen ten gunste van om het even welke Belgische of buitenlandse natuurlijke of rechtspersoon, voor zover de N.V. Federale Participatiemaatschappij alle eraan verbonden stemrechten behoudt;

3° het geheel of een deel van deze deelnemingen inbrengen in één of meerdere publiekrechtelijke dochtervennootschappen, opgericht onder vorm van een naamloze vennootschap of een commanditaire vennootschap op aandelen, waarvan de aandelen of andere effecten kunnen worden uitgegeven of overgedragen aan derden, voor zover de N.V. Federale Participatiemaatschappij te allen tijde ten minste 75 pct. van de stemrechten behoudt, in het geval van een naamloze vennootschap, of te allen tijde de enige vennoot-zaakvoerder is, in het geval van een commanditaire vennootschap op aandelen.

§ 2. De artikelen 15 tot 17 zijn van overeenkomstige toepassing op de dochtervennootschappen bedoeld in § 1, 3°. Voor de toepassing van de bepalingen van deze gecoördineerde wet inzake minimumdeelnemingen die de N.V. Federale Participatiemaatschappij moet aanhouden en inzake de rechten die daaraan verbonden zijn, worden de effecten die gehouden worden door deze dochtervennootschappen beschouwd als zijnde gehouden door de N.V. Federale Participatiemaatschappij. »

**Art. 6.** De artikelen 1, 2, 3, 5 en 6 van dit koninklijk besluit treden in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 4 treedt in werking op het ogenblik van de verwezenlijking van de inbreng bedoeld in artikel 3.

**Art. 7.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 19 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, afwezig,  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

Voor de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel, afwezig,  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

Voor de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, afwezig,  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE